

REVOLUTION INTERNATIONALE

ORGANE EN FRANCE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL n°102 OCT 82 / 3ff./30fb./2fs./0.70 cts.
can.

LIBAN

la fin de la barbarie passe par la destruction du capitalisme mondial

"SOUILLEE, DESHONOREE, PATAUGEANT DANS LE SANG, COUVERTE DE CRASSE ; VOILA COMMENT SE PRESENTE LA SOCIETE BOURGEOISE, VOILA CE QU'ELLE EST. CE N'EST PAS LORSQUE, BIEN LECHEE ET BIEN HONNETE, ELLE SE DONNE LES DEHORS DE LA CULTURE ET DE LA PHILOSOPHIE, DE LA MORALE ET DE L'ORDRE, DE LA PAIX ET DU DROIT, C'EST QUAND ELLE RESSEMBLE A UNE BETE FAUVE, QUAND ELLE DANSE LE SABBAT DE L'ANARCHIE, QUAND ELLE SOUFFLE LA PESTE SUR LA CIVILISATION ET L'HUMANITE QU'ELLE SE MONTRE TOUTE NUE, TELLE QU'ELLE EST VRAIMENT."

(1914. Rosa Luxembourg, "La crise de la social-démocratie")

L'énorme déploiement de tous les médias, diffusant tant et plus les reportages et les images montrant à longueur d'heures les horreurs du massacre vise à développer chez les ouvriers et dans la population en général un sentiment de terreur, à les accoutumer à ces réalités comme des fatalités contre lesquelles rien ni personne ne peut rien faire. Cette campagne de démoralisation ira en se renforçant cherchant d'autre part à faire ressortir le côté "humain", "pacificateur" du monde démocratique, c'est à dire du bloc de l'Ouest.

La bourgeoisie, ses forces politiques, sa presse et ses médias, dans leur hypocrisie infinie, étalent à qui mieux mieux leurs "sensibilités" et font un tapage assourdissant à la recherche des "coupables". Les organisations révolutionnaires du prolétariat connaissent le seul, l'unique coupable : le Capital. Il est de leur devoir de le désigner clairement, à haute voix, sans aucune ambiguïté à leur classe.

FACE A TOUT CELA :

-Nous dénonçons vigoureusement l'hypocrisie des USA, de la France, de l'Italie -ces prétendus sauveurs de la population civile au Liban- et de tous les gouvernements et forces politiques de la bourgeoisie qui disent condamner les massacres, alors que le monde capitaliste dans sa barbarie dégoûline de sang par tous ses pores;

-Nous dénonçons l'envoi de troupes comme une participation à la guerre impérialiste. Il faut arracher les voiles "démocratiques" et "pacifistes" de ces forces armées présentées comme "sauveurs".

-Nous dénonçons la propagande bourgeoise visant à habituer la population de l'Occident aux carnages, à renforcer l'ambiance de terreur, à faire valoir l'idéologie nationaliste.

□ La "guerre du Liban" a fait 30 000 morts en deux mois, pour l'essentiel dans la population civile. Les massacres des femmes, enfants et vieillards perpétrés lors du "nettoyage" des camps palestiniens sont venus apporter cette touche particulière qui résume en elle la barbarie générale. Il n'y a pas de "bonnes guerres" opposées à de "mauvaises guerres", il n'y a pas de "guerres sales" et de "guerres propres"; il y a la guerre simplement, barbarie toute crue, issue d'un système mondial en pleine décomposition. Ce style de massacres, pas plus que les concerts d'indignation qui les accompagnent ne sont nouveaux. Au contraire, ils ont toujours accompagné toutes les guerres. Ainsi, cette indignation qui soulève la conscience mondiale de nos dirigeants et celle des opposants attitrés fait partie de la guerre. Il s'agit seulement de pouvoir la programmer et de l'utiliser au mieux, c'est à dire au profit de la guerre et des intérêts en jeu. Est-il besoin de rappeler tous les massacres et toutes les saignées qu'ont sur la conscience (à supposer qu'ils en ont une!) tous ceux qui, tels Reagan, Mitterrand, et toute la clique, sont aujourd'hui "soulevés d'indignation"? Est-il encore besoin de citer le

napalm, les bombes à billes, les ratissages et ratonnades, et d'étaler les massacres de la guerre du Vietnam, d'Algérie, d'Afghanistan, les génocides des populations de l'Asie du Sud-Est, et tous les autres, pour rappeler que, tous, sous leurs allures civilisées, dégoûlinantes de "bonne conscience", sont et ont été à un moment ou à un autre les bourreaux, les responsables de la barbarie généralisée qui caractérise notre époque. En telle occasion, ce sont les uns qui s'indignent des massacres perpétrés par les autres. En d'autre, les rôles changent, les indignés d'hier deviennent les massacreurs du moment, etc...

La "guerre morale" que se livrent les parlementaires israéliens en s'envoyant à la figure la responsabilité de tel ou tel massacre est à ce propos éloquent. Pour nous, qu'importe, un massacre n'efface pas l'autre; les massacres commis sous la direction de l'opposition travailliste en Israël dans la guerre de 1976 à Tel-El-Zatar, où 2 000 personnes trouveront la mort, n'effacent pas ceux commis sous l'égide de Begin dans la guerre actuelle.

Cette hypocrisie généralisée par rapport à un meurtre collectif qu'ils

ont eux-mêmes commandité, outre l'avantage évident qu'il offre pour se faire passer pour de blanches colombes, a pour fonction de justifier l'envoi de troupes internationales au Liban -troupes de parachutistes français, italiens et marines américains- appelées "forces de sécurité". Ici, qu'on ne se laisse pas abuser par tous les beaux discours. Ce n'est pas la "paix" qui est le but, mais le renforcement du bloc occidental au Moyen-Orient.

Le Liban est une partie intégrante et aujourd'hui saillante de cette zone géographique où se manifeste le plus fortement l'opposition d'intérêts entre les deux blocs impérialistes tels qu'ils sont sortis des Conférences de Téhéran et de Yalta, à la fin de la seconde guerre mondiale.

La guerre du Liban n'a rien à voir avec une guerre nationaliste et locale, genre : palestiniens et gauche libanaise qui lutteraient pour leur "indépendance", une libération nationale contre la domination étrangère impérialiste américano-israélienne. La réalité profonde est que ces pays ne sont que des pions, et leurs populations des victimes des agisse-

ments et des affrontements autrement plus graves : ceux qui opposent les deux blocs, le bloc de l'est et de l'ouest en présence. La guerre du Liban, la défaite et la dispersion des forces armées palestinienne et gauche-libanaise, l'incapacité de toute intervention et aide militaire de la Russie et de ses alliés, l'installation d'une présence militaire des pays du bloc de l'ouest pour un temps indéfini au Liban attestent amplement de l'ampleur de la victoire immédiate de la stratégie de "pax america" au Proche Orient.

Israël a pleinement joué le rôle que lui avait fixé les USA :

- disperser les forces plus ou moins pro-soviétiques, des palestiniens à la Syrie;
- démontrer la faiblesse de la Russie concernant sa capacité d'aide à ses alliés;
- faire la démonstration de l'énorme supériorité qualitative de l'armement américain.

La "démocratie" américaine et du bloc de l'ouest porte entièrement la responsabilité du massacre que constitue la guerre du Liban. USA et bloc de l'ouest étaient directement les véri-

(suite p.4)

LE SYNDICALISME EST UNE ENTRAVE AU DEVELOPPEMENT DES LUTTES OUVRIERES >>> P.2

sommaire

FRANCE : "Retrouvez vos man-
ches, ça ira mieux".....p.3
POLOGNE : la tragédie de
l'isolement.....p.3
TERRORISME : il n'y a pas de
terrorisme révolutionnaire...p.5
A propos de quelques tracts
sur la Pologne.....p.6

le syndicalisme est une entrave

Dès le début du mois de septembre, la rentrée sociale en France a été marquée par la reprise des conflits du printemps dernier dans l'automobile : Citroën-Aulnay, Talbot-Poissy. Ces conflits qui se situent dans un des secteurs les plus importants de l'économie française, là où la classe ouvrière est massivement concentrée, ne sont pas le signe de l'ouverture de conflits décisifs. Au contraire, ce dont il s'agit dans ces conflits, c'est la mise en place d'une stratégie de la gauche et des syndicats. La bourgeoisie doit mener une attaque anti-ouvrière de grande envergure,

imposer des mesures draconiennes bien supérieures à toutes celles qu'elle a déjà réussi à faire passer. Mais pour cela, elle essaie autant qu'elle le peut, de museler, dévoyer, accentuer le débousolement de la classe ouvrière.

Elle sait qu'il lui reste peu de répit, que les licenciements massifs qu'elle va organiser bientôt seront sans doute le déclencheur de mouvements sociaux qu'elle aura du mal à contrôler. Pour le moment, la bourgeoisie profite au maximum des hésitations de la classe ouvrière à s'engager dans la lutte.

LA CRISE MONDIALE DU CAPITALISME

AUGMENTATION DU CHOMAGE DIMINUTION DE LA CROISSANCE

En 1960, l'industrie automobile représentait le symbole d'une industrie -soi-disant- en plein développement. En 1982, les chiffres de vente des voitures sont revenus au même niveau qu'en 1960. Et cela va diminuant de jour en jour.

Le symbole de "la croissance" industrielle ne fonctionne plus depuis plusieurs années déjà. Il n'y a plus un seul secteur qui échappe à la crise. Et c'est l'ensemble des secteurs-clés qui s'effondrent : la sidérurgie, l'automobile, la chimie, le textile, le bâtiment, etc...

Tous les grands pays industrialisés sont obligés de réviser en baisse les taux de croissance prévus. Les taux de chômage sont impressionnants dans tous les pays; pourtant le plus dur de la crise est encore à venir :

1) Aux USA, 10% de la population active est au chômage, ce qui est le plus "mauvais" taux depuis 1941; la sidérurgie fonctionne à 40% de ses capacités;

2) En France, les grandes restructurations de

l'automobile commencées dès 1978, c'est l'ensemble des constructeurs automobiles qui ont vu leurs ventes continuer à fléchir : -12% par rapport à la même période en 1981. Chrysler, 3e constructeur après Ford et General Motors, chute même de 30% au niveau de ses ventes depuis le mois de septembre.

2) Au niveau de la C.E.E. : les 11 millions de chômeurs représentent 10% de la population active.

3) La RFA, donnée souvent comme modèle "à suivre" aura un taux de croissance pratiquement nul pour l'année 1982.

4) En Grande-Bretagne aussi, le chômage a doublé en deux ans, le chiffre de 4 millions de chômeurs est d'ores et déjà dépassé.

5) La Belgique atteint les chiffres records du chômage des pays les plus industrialisés avec 15% de la population active au chômage en 1981.

6) En France, le chômage atteint officiellement plus de 2 millions de personnes, selon un rythme de plus de 20% en un an, c'est à dire le double de celui enregistré entre 1979-80.

DURCISSEMENT DES MESURES

Pour survivre dans cette situation

de crise économique catastrophique,

la bourgeoisie mène une attaque de plus en plus violente sur le niveau de vie de la classe ouvrière.

C'est ce qui explique, par exemple, l'attitude intransigeante de Reagan par rapport à la grève des contrôleurs aériens. 15 000 grévistes avaient été alors purement et simplement licenciés. Et encore ces jours-ci, avec la réquisition des conducteurs de locomotives : 4 jours après le début de la grève, une loi a été votée les obligeant à reprendre le travail... jusqu'à ce qu'une solution soit trouvée au cours des négociations pour le renouvellement de leur convention collective.

C'est aussi l'attitude de "fer" du gouvernement Thatcher en Grande-Bretagne, avec en particulier, la loi votée en 1980, interdisant toute grève qui ne serait pas décrétée par des motifs strictement économiques. C'est, de ce fait, la solidarité entre les différents secteurs de la classe ouvrière qui est directement visée par cette loi.

Les dernières mesures prises par le gouvernement de gauche en France s'inscrivent tout à fait dans cette politique générale. L'accession de la gauche au pouvoir en France en mai 1981 a o-

bligé la bourgeoisie française à reculer quelques temps le déclenchement de mesures très dures. Mais cette fois, le ton est donné, c'est à une accélération évidente de l'offensive anti-ouvrière auquel nous assistons ces derniers mois :

- le blocage des salaires n'avait pas été utilisé depuis 1950;

- dans la sidérurgie, les plans de 78-79 sont remis à l'ordre du jour avec une ampleur encore plus forte. Il s'agit, au minimum, de 12 000 licenciements dans ce secteur;

- lorsque la bourgeoisie parle de restructuration de l'automobile, cela veut dire que dans quelques années, il ne devrait plus y avoir qu'un seul constructeur en France (Renault). Déjà depuis 3 ans, la production automobile française a régressé de 30%, les exportations de 35%. 20 000 emplois ont été supprimés chez Peugeot et Renault.

Il en est de même pour les secteurs qui dépendent de l'automobile : 30 000 emplois ont déjà été supprimés. Ce mois-ci, la fermeture de l'usine pneumatique Kleber-Colombes est annoncée.

Aujourd'hui, la bourgeoisie ne peut plus reculer, c'est au cœur même de la classe ouvrière qu'elle mène son offensive.

LA SITUATION DE LA GAUCHE ET DES SYNDICATS

Un problème se pose à partir de là pour la bourgeoisie : faire accepter, imposer ces mesures à la classe ouvrière.

A ce niveau, elle est dominée par un sentiment de crainte : se retrouver face à des mouvements sociaux d'envergure. Plus que toute autre bourgeoisie occidentale, la bourgeoisie française se voit placée dans une situation délicate pour freiner le risque d'explosions sociales. Cette peur est alimentée par la profonde défiance qui s'est installée dans la classe ouvrière en France envers la gauche et les syndicats.

La gauche au pouvoir, contrainte de mettre en place sans plus de retard et dans toute leur rigueur des mesures de choc, voit son crédit fondre rapidement auprès de la classe ouvrière.

Les syndicats, qui, pendant des années, ont apporté leur soutien actif à cette gauche, sont incapables d'endiguer la sérieuse érosion de leurs effectifs.

L'expérience de la gauche au pouvoir pour la bourgeoisie française se traduit par un affaiblissement de sa capacité générale de museler la classe ouvrière au moment où elle aurait le plus besoin de s'assurer de l'efficacité du contrôle des prolétaires.

Pour réduire que soit la marge de manœuvre dont dispose encore la bourgeoisie en France, elle utilise cependant à fond tous ses moyens. Les syndicats sont contraints de prendre les devants pour tenter d'occuper le terrain social, de ne laisser se développer aucune initiative de la part des ouvriers eux-mêmes.

Il est sûr que la classe ouvrière, dans l'automobile comme dans tous les autres secteurs, en France comme dans le monde, a toutes les raisons de lutter contre les mesures d'austérité de plus en plus implacables. Mais il faut savoir que la bourgeoisie profite au maximum de tous les moments d'hésitations de la classe ouvrière, afin d'accentuer le débousolement, retarder au tant que possible la prise de conscience du prolétariat.

Les manœuvres syndicales auxquelles on vient d'assister dans l'automobile et qui se poursuivent aujourd'hui, sous d'autres formes, dans la sidérurgie (deux secteurs particulièrement touchés par la crise mondiale et qui comptent parmi les plus grandes concentrations ouvrières du pays) s'inscrivent dans cette stratégie d'ensemble.

Toute l'activité syndicale actuelle consiste à :

-vider les luttes de contenu en les amenant sur un terrain de mobilisation "bidon";

-tenter de diviser les ouvriers en suscitant des oppositions d'intérêts entre ouvriers immigrés et français, entre grévistes et non grévistes...;

-présenter chaque lutte comme une lutte particulière, sur des intérêts spécifiques.

L'ACTIVITE SYNDICALE

-LA MOBILISATION SUR N'IMPORTE QUOI :

Le déroulement des conflits qui se sont manifestés à Talbot-Poissy et à Citroën-Aulnay sont significatifs de cette tactique.

Vu la situation particulière des usines de Poissy et d'Aulnay où sévissait une direction dure s'appuyant sur un syndicat maison et ouvertement garde-chiourme, le mécontentement des ouvriers a pu, dès les grèves déclenchées d'avril à juillet chez Citroën, puis chez Talbot, être rapidement dévié sur le terrain de la défense syndicale.

Et si en septembre, le conflit reprend, à Talbot-Poissy, c'est face à la non-réintégration par la direction de neuf syndiqués licenciés au cours de la grève précédente ; cette "bataille" a été utilisée pour masquer l'enjeu réel de la situation comme un arbre qui cache la forêt. L'intervention triomphante du ministre du Travail en personne dans le conflit pour imposer la réintégration des licenciés a permis d'évacuer la préparation par le gouvernement du licenciement de dizaines de milliers d'ouvriers dans le secteur automobile.

Les syndicats multiplient ces actions stériles tout azimut où, souvent dans des conflits à répétition, ils cherchent à mobiliser les ouvriers à travers une multiplicité d'actions stériles sans aucune perspective.

-LA DIVISION DE LA CLASSE OUVRIÈRE

Les syndicats et en particulier la CGT sont parvenus à présenter une image radicale et ratoleuse auprès des ouvriers immigrés, majoritaires dans les usines de Poissy et d'Aulnay et jusque là peu encadrés syndicalement, en les poussant dans une attitude dure dans les piquets de grève et dans les ateliers contre la direction, les cadres et les non grévistes. Ceci, pour ensuite, une fois la vapeur lâchée, brusquement changer d'attitude comme à Citroën Aulnay et demander "le respect de la procédure légale", "la poursuite de l'action sous d'autres formes que la grève". Le secrétaire

CGT d'Aulnay déclarait : "Les ouvriers sont là pour produire et la CGT ne cherchera pas à étendre le mouvement de solidarité dans les autres ateliers". La CGT réussit ainsi à susciter un climat raciste dans ces usines, présentant les travailleurs immigrés comme des "fauteurs de grève" et tendant à les isoler du reste des ouvriers; c'est une tactique qui rejoint la campagne où à pleinement participé naguère toute la gauche sur le thème : "Halte à l'immigration", où il s'agissait de présenter entre autres choses, l'immigration comme responsable du chômage.

On se trouve là en pleine préparation des licenciements où les ouvriers immigrés se retrouveront en première ligne dans la liste des suppressions d'emplois que l'Etat entend mieux faire passer en ayant au préalable divisé les rangs ouvriers.

Dans la mise en œuvre de cette division, tout a été fait également pour envenimer une division entre ouvriers grévistes et non grévistes, pour entretenir un climat de violence provoquant un mouvement de "ras le bol" chez les non syndiqués.

La division syndicale s'inscrit dans la même logique que le gouvernement Barre qui montrait du doigt les fonctionnaires comme des "salariés nantis", par le gouvernement Mauroy qui en fait des "privilegiés" pour leur demander le "sacrifice" d'1,5% de leur salaire pour venir en aide aux chômeurs. Et encore en tentant de mettre en avant des rivalités d'intérêts entre chômeurs et non-chômeurs, entre secteur privé et secteur public.

-LA LUTTE SPECIFIQUE :

Chaque lutte est soigneusement isolée des autres par les syndicats. Alors qu'ils ont alimenté le conflit à Talbot et à Citroën, les syndicats en général -et la CGT en particulier- ont tout fait, au même moment, pour étouffer rapidement une grève bouchon déclenchée à Renault-Billancourt : il leur fallait à tout prix dissocier les problèmes du secteur "nationalisé" et du secteur public de l'automobile et éviter tout risque d'extension des conflits à l'ensemble de cette branche d'industrie qui représente des centaines de milliers de salariés. Chaque grève est également isolée à travers des formes d'action "spécifiques", occupations d'usine comme à Talbot, où les ouvriers restent enfermés dans l'attente d'une quelconque ouverture de "négociations", sans autre but que des affrontements épisodiques avec les

agents de maîtrise ou les non-grévistes; opérations "ville-morte" à Pompey, barrages où l'on envoie les sidérurgistes bloquer les routes et les voies de chemin de fer, où toute la question de la solidarité ouvrière dans les luttes est déviée sur le terrain bourgeois de la "popularisation", de la "sensibilisation des populations".

Ces actions, on les a vues cent fois mises en avant par les syndicats lors de l'affaiblissement du mouvement des sidérurgistes en 78-79 à Denain ou à Longwy. Cela a-t-il empêché un seul licenciement?

Les syndicats comme l'ensemble de la bourgeoisie braquent leurs projecteurs sur les problèmes de telle ou telle usine, de telle ou telle ville touchée par le chômage, de tel ou tel secteur de la production en difficulté, de telle ou telle catégorie d'ouvriers à seule fin de mettre en avant dans la tête de chaque prolétaire la défense de son usine, de sa ville, de sa région, de l'acier ou de l'automobile française, de "son économie nationale". Face à la colère qu'a provoquée l'annonce de licenciements massifs dans la sidérurgie, le gouvernement a promis le reclassement des ouvriers licenciés. Pour savoir ce que valent ces promesses, il faut se souvenir, que le même "engagement" avait été pris envers les ouvriers de Longwy ou devait être implantée une usine Ford. Qu'est-il advenu de ce projet? Rien... Et Longwy s'est vidé depuis lors de 15% de sa population.

Toute la stratégie développée par les syndicats vise deux choses : -écœurer les ouvriers, les décourager de la lutte en présentant constamment celle-ci sous un jour déformé, comme des "actions" sans aucun lien entre elles où on fait n'importe quoi, n'importe comment, sans aucune perspective; -brouiller la vision d'ensemble des ouvriers pour les empêcher de prendre conscience que les problèmes auxquels ils sont confrontés ne sont pas différents, mais que ce sont les mêmes problèmes généraux qui sont communs à l'ensemble du prolétariat au delà de l'usine et du bureau du secteur, du salaire, de la région, de la nationalité.

Actuellement, le rôle qui incombe aux syndicats est clair : masquer autant que possible les faiblesses de la bourgeoisie et empêcher la prise de conscience par la classe ouvrière de sa force et des enjeux de la situation.

B.P. et Y.D.

LA CLASSE OUVRIERE A TOUT A PERDRE A "RETROUSSER SES MANCHES"

"A la Libération, Maurice Thorez demandait aux travailleurs de retrousser les manches pour gagner la bataille de la production. Aujourd'hui, le Parti Communiste fait solennellement appel aux travailleurs pour qu'ils s'engagent, avec tout l'esprit d'initiative dont ils sont capables, dans le renouveau de l'économie nationale". (Discours de Philippe Herzog à la fête de l'Humanité, septembre 1982). "Il n'y a pas de socialisme sans effort". (Edmond Maire).

DE LA "LIBERATION"...

■ C'est au lendemain de la seconde guerre mondiale, qui avait laissé plus de morts et de destructions qu'aucune guerre dans toute l'histoire de l'humanité, que le PCF avait été appelé au pouvoir pour convaincre les ouvriers de se remettre au travail. La bourgeoisie utilisait ce parti et son crédit auprès de la classe ouvrière pour lancer une campagne productiviste pour "reconstruire la France". De la formule de Thorez, le 1er mai 1945 : "la grève est l'arme des trusts", aux affiches qui couvraient les murs du métro "retroussons nos manches, ça ira mieux" en passant par les déclarations du ministre du Travail communiste Croizat : "crevez les plafonds, travaillez davantage, voilà qui permettra d'augmenter vos salaires", les thèmes étaient les mêmes que ceux qui ont inspiré les fresques stalinienne de l'apologie du travail salarié à l'Est, et qui ont marqué tous les pays à l'époque de la "reconstruction".

La situation en était arrivée à un tel niveau d'inhumanité que la pression qu'exerçait la bourgeoisie allait quelquefois contre ses propres buts, et ses membres politiques ou gestionnaires obligés de modérer l'ardeur de l'ensemble ; ainsi Frachon demandera dans l'"Humanité" du 27 décembre 1946 de fixer un niveau de salaire en-dessous duquel "on met en péril la capacité de production des travailleurs" et la Direction de Renault rabaissera les cadences (contre les protestations de la CGT), car la politique préconisée par Croizat provoquait un accroissement d'accidents du travail qui finissait par menacer la production.

...A AUJOURD'HUI

Les ouvriers ont retroussé leurs man-

ches, la France s'est reconstruite, sur leur dos, et aujourd'hui, 40 ans plus tard, lorsque de nouveau les contradictions des lois économiques qui régissent l'exploitation bloquent tout, on leur ressort le même laïus, un bon en moins : on ne parle plus "d'augmenter les salaires", mais d'éviter qu'ils ne soient bloqués (c'est-à-dire en baisse suivant le rythme de l'inflation) trop longtemps. "La grève est l'arme des trusts", toujours en vigueur s'est doublé de "la grève est la cause du chômage : ces conflits à répétition affectent gravement la compétitivité de notre industrie automobile et font donc peser des risques sur l'emploi. Ceux qui les ouvrent, le savent et ce faisant, ils prennent une responsabilité dont ils sont comptables devant la collectivité nationale". (Auroux, ministre "socialiste" du Travail).

L'encasement des ouvriers dans le travail pendant les années 50, entre les heures supplémentaires et les HLM neufs, avait été pour un temps "compensé" par des augmentations de salaires et une diminution réelle du chômage. La population, traumatisée par la guerre, n'avait de toute façon pas d'autre espoir que d'éviter le pire.

Aujourd'hui, quel que soit l'effort fourni par les ouvriers au travail dans le monde entier, quelle que soit la "bonne volonté" des chômeurs, rien ne peut empêcher la situation d'empirer : la surproduction se répand comme une marée, les usines ferment, les banques ne répondent plus : c'est la multiplication des faillites.

Parler aujourd'hui de "renouveau", de "nouvelle politique" et appeler les ouvriers à "retrousser les manches", est une sinistre farce. Ces exhortations sont toujours soldées d'une intensification de l'exploitation, mais il n'y a même plus l'illusion d'aller vers un avenir qui soit "un moindre mal". La "reconstruction" est terminée depuis longtemps, et les contradictions du système (qui organise la production) l'entraînent une nouvelle fois vers l'auto-destruction. La soi-disant crise conjoncturelle des années 70 a, avec sa succession de "tunnels", de "mauvaises passes", fait long feu. L'endettement accumulé depuis la fin des années 60 accule tous les pays. La production baisse dans tous

les secteurs, sauf l'armement, faute de trouver acquéreur, et la guerre des marchés coule tous les jours des masses de plus en plus grandes d'entreprises.

Dans ce contexte, plus que jamais, les intérêts de "l'économie nationale" sont en contradiction absolue avec les besoins de la majorité de la population. Que les ouvriers retroussent leurs manches, qu'ils s'abstiennent de lutter, ils n'en subiront que plus de violences, qu'une dégradation accélérée de tous les aspects de leur vie. L'intensification des cadences ne sauve que quelques secteurs, et de moins en moins. Que reste-t-il aujourd'hui aux deux millions de chômeurs allemands des discours sur "la réussite de l'Allemagne", grâce à la discipline de sa main d'œuvre ? Ceux qui produisent se retrouvent face à un monde où l'accumulation de moyens de production s'accompagne d'une atrophie de leurs potentialités : un monde où tout ce qu'on nous propose, c'est, comme l'a laissé échapper Marchais à la télévision, de "partager la misère".

"La nouvelle politique ne peut connaître le succès qu'avec l'appui massif des travailleurs" (René Andrieux), sonne creux. Et ce n'est pas la propagande des "yeux ouverts" faite par le premier ministre à la télévision (thème : "on est moins pire que les autres") qui peut y donner plus de réalité quand tous les pays aujourd'hui s'engluent dans la crise du capitalisme.

Il n'est plus possible d'avoir l'air de croire les jongleries de la gauche comme en Grande-Bretagne où les travaillistes se battent "contre le scandale des licenciements", après avoir fait passer les licenciements les plus massifs lorsqu'ils étaient au pouvoir... comme en Italie où le PCI passe sans arrêt de la "lutte acharnée pour préserver les conditions de vie" à "l'austérité comme voie au socialisme", selon la formule de Berlinguer ; comme partout, les discours vidés de sens de la gauche provoquent de plus en plus un dégoût des embrouilles politiciennes.

Plus encore en France, le cynisme de la gauche se révèle ouvertement : après avoir entretenu les illusions pendant les années 70 sur une possibilité de sortir de la crise, "mythe entretenu par les patrons contre les ouvriers", après avoir fait campagne pour le

"changement", promis de grands projets pour "bouleverser les rapports sociaux" et stopper le chômage, langage dont le but essentiel était d'empêcher les ouvriers de lutter..., la gauche se retrouve au pouvoir au plus fort de la crise et est obligée de tenir un langage de "patience" et de sacrifice.

Les partis de gauche, dont la fonction essentielle est d'encadrer la classe ouvrière, ne peuvent qu'y perdre de leur efficacité. C'est à cause de leur crédit auprès des ouvriers qu'ils avaient été appelés au pouvoir dans la période d'avant et d'après la seconde guerre mondiale, à une époque où la bourgeoisie pouvait compter sur une certaine docilité des ouvriers. C'est à cause de leur fonction spécifique de contrôle des ouvriers que l'on peut dire que dans la période présente, ils se sont mis à la pire place pour assurer leur rôle, en dévoilant leur nature de défenseur du capitalisme, et par là le mensonge que constituait leur attitude "d'opposition".

Les ouvriers n'avaient pas retroussé leurs manches facilement après la guerre. Une vague d'agitation sociale avait secoué l'Europe, se traduisant en France par les grèves violentes de Renault en 1947. Aujourd'hui, ils y mettront encore moins de bonne volonté.

Mais il ne suffit pas de résister à l'exploitation, d'en rester à l'écœurement vis-à-vis de la "politique politicienne", car derrière ces discours, il y a une réalité qui avance : la réalité d'un système économique qui s'effondre sans espoir de retour. Aujourd'hui, contrairement à la "Libération", la guerre n'est pas derrière nous : elle est devant nous, si nous ne sommes pas capables d'imposer au monde une autre logique. Il ne suffit pas de résister à l'exploitation, il faut la détruire. Il ne suffit pas d'ignorer les politiciens, il faut enlever le pouvoir à l'Etat bourgeois, de gauche ou de droite. Il n'y a plus de "moindre mal", mais un mal qu'il faut combattre, contre la gauche et les syndicats. L'intérêt des producteurs, des exploités, n'est pas de "retrousser les manches pour l'économie nationale", il est de SUPPRIMER TOUTE ECONOMIE NATIONALE.

Dn

le prolétariat en Pologne paie le prix de son isolement

"Dans les affrontements, ils n'ont pas fait preuve d'une très grande détermination. Tout cela à cause de la peur." (Un dirigeant de Solidarnosc, cité dans "Libération" du 7.9.82)

■ La peur n'avait pas paralysé les ouvriers en Pologne en 70, lorsqu'ils ont répondu à une répression qui avait fait des centaines de morts, par un mouvement de grève dans tout le pays.

La peur ne les avait pas paralysés en 76 lorsqu'ils ont repris la lutte contre un Etat ultra-répressif, qui avait tenté de les décimer en allant les traquer un par un dans leur maison, après les grèves de 70.

La peur ne les avait pas paralysés en 80, lorsqu'ils ont affirmé leur force, unis et organisés, face à un Etat qu'ils ont ébranlé.

Leur problème aujourd'hui n'est toujours pas la peur, c'est de ne pas savoir où ils vont. Les derniers affrontements d'août 82 l'ont encore montré.

Ils ont montré que la bourgeoisie ne réussit pas à briser complètement la classe ouvrière en Pologne (ni à réprimer et tuer massivement) et qu'elle doit encore multiplier ses efforts contre cette zone d'"instabilité" : les ouvriers manifestent encore, malgré la répression et les embrouilles de Solidarnosc, une combativité, une résistance aux conditions qui leur sont faites.

Mais ils ont montré aussi que les

ouvriers en Pologne ne parviennent pas à trouver leur force d'août 80.

Leur résistance se heurte au mur de leur isolement et, de ce fait, se laisse prendre aux filets tendus par Solidarnosc.

Mais une fois que l'on a salué le courage et la détermination des ouvriers, et cela, malgré le déploiement de force qu'ils avaient face à eux, il faut savoir tirer un bilan sans complaisance de ces derniers événements.

Peuvent-ils représenter un espoir pour les ouvriers en Pologne de renverser la vapeur ? Ou mieux sont-ils l'annonce d'une reprise d'un mouvement plus ample ?

Même une analyse superficielle et immédiate donne malheureusement une réponse négative à ces questions. Car au-delà des morts, des blessés et des centaines d'arrestations, les émeutes du 31 août ont montré avant tout que la bourgeoisie tient fondamentalement la situation bien en main, que ce soit à travers ses forces de répression ou à travers Solidarnosc.

Dans les grandes concentrations ouvrières, comme à Gdansk ou Varsovie, la majorité des ouvriers s'est retrouvée dans les usines, encadrés par Solidarnosc qui avait pris les devants en créant et contrôlant les comités de grève.

Quant aux autres ouvriers, notamment dans des villes comme Lubin, ils n'ont pu déjouer leur colère que dans la

rue, dispersés, isolés, noyés dans diverses manifestations "populaires", et donc livrés désarmés aux "Zamos".

Une analyse un peu plus large et plus profonde, notamment en se penchant sur la période qui a précédé le 31 août nous montre qu'il pouvait difficilement en être autrement.

En effet, la cause fondamentale qui se trouve à la base de la défaite subie par les ouvriers en décembre dernier : leur isolement par rapport à l'ensemble du prolétariat mondial, persiste encore aujourd'hui.

Elle permet à la bourgeoisie d'être en position de force face à une fraction de la classe qui n'a pas les moyens, toute seule, de riposter victorieusement.

La bourgeoisie le sait, qui continue de développer des campagnes idéologiques (pacifisme, anti-terrorisme autour de la guerre des Malouines, autour de la guerre au Moyen-Orient...) de débousollement de la classe ouvrière des pays industrialisés centraux, mais aussi de tirer profit de leur passivité momentanée.

C'est ainsi que depuis juillet et surtout pendant le mois d'août, la bourgeoisie s'est "préparée" à l'anniversaire des accords de Gdansk :

- Le pouvoir militaire a déployé largement et méthodiquement ses forces de répression, mais en même temps, a multiplié des menaces et avertissements, qui dans le contexte polonais actuel, sont plus des manœuvres de provocation que d'intimidation.

Par ailleurs, en développant durant le tout le mois une campagne violente contre les "terroristes", aventuriers, contre-révolutionnaires de Solidarnosc, ou mieux encore, comme l'a fait Kazimierz Barcikowski -secrétaire du Comité Central du POUF- en affirmant que les appels aux manifestations "sont une étape pour les préparatifs d'une grève générale, celle-ci préparant à une insurrection armée dirigée contre le pouvoir", le gouvernement ne pouvait que pousser un peu plus les ouvriers dans les mailles du syndicat "libre".

7. Solidarnosc, de son côté, tirant toute sa force de mystifications de sa place dans l'opposition, qui plus est "clandestine", a pu faire monter la vapeur en préparant longuement et "organisant" les manifestations du 31 août.

Il a reçu pour cela l'aide de l'Eglise et même du pouvoir : il est remarquable de noter que les collectes d'argent pour la radio de Solidarnosc se sont faites quasiment ouvertement à Varsovie, et que ses émissions ont même été diffusées à deux reprises sur la longueur d'onde officielle de Radio-Varsovie.

- La bourgeoisie mondiale n'a pas été de reste, que ce soit, la bourgeoisie de l'Est en exhortant la haine du système soviétique à travers des menaces à peine voilées d'in-

suite page 4

la barbarie c'est le capitalisme

(suite de la p.1)

tables instigateurs de cette guerre et l'ont fait exécuter par leurs complices et alliés : l'Etat et l'armée d'Israël.

Les larmes hypocrites et les "consternations humanistes" des gouvernements ne suffiront jamais pour laver le sang que le capitalisme ne cesse de répandre dans tous les coins du monde.

Ce scénario macabre est éclatant d'évidence quand on suit l'enchaînement des événements depuis plusieurs semaines et que l'on connaît la mentalité de ses protagonistes. Les forces multinationales débarquent à Beyrouth pour permettre que l'évacuation des troupes palestiniennes se déroule "en bon ordre"; elles se retirent ensuite.

L'assassinat du nouveau président libanais tout juste élu, justifie l'entrée des troupes israéliennes dans Beyrouth ouest.

Le nettoyage de tout foyer d'instabilité commence. Après les massacres des camps palestiniens, les forces multi-nationales reviennent, cette fois plus nombreuses, mieux armées, et pour un temps indéterminé, dans un rayon d'action élargi à toutes les zones stratégiques du Liban.

Le tour est joué, le Liban est nettoyé, les armées occidentales sur place, sous le couvert d'un alibi magnifique : la Paix.

Le retard qu'ont pris les "forces multinationales" pour rentrer en fonction, pour permettre à l'armée israélienne de poursuivre à fond son travail de nettoyage préliminaire montre déjà à lui tout seul le véritable moteur de cette intervention.

"Les USA semblent d'autre part être d'accord avec les israéliens pour mener à bien le nettoyage du 'Beyrouth progressiste'; depuis plusieurs jours en effet, les israéliens visitent les archives, trient les documents, multiplient les interrogatoires, le tout en accord avec le chef des renseignements de l'armée." ("Libération" du 24-9).

La poursuite du nettoyage de Beyrouth Ouest valait bien que Washington revienne sur l'accord passé et impose le report du débarquement.

Voilà à quoi ont servi les massacres des camps palestiniens ; il fallait une justification. Ils l'ont trouvée. Cette justification, quel qu'en soit le prix, de vies humaines, était nécessaire, ne serait-ce que parce que, comme le dit "Le Monde" du 22 septembre :

"Aux USA, l'envoi de troupes à l'étranger est très mal vu dans l'opinion publique, qui voit toujours un 'engrenage' à la vietnamienne."

Cette vaste campagne d'hypocrisie autour des massacres des palestiniens dans Beyrouth-Ouest n'est que le dernier maillon en date de toute cette chaîne de mensonges qui a accompagné depuis le début la guerre du Liban, qui, comme le dit dès juillet le "Monde Diplomatique" :

"L'invasion du Liban et l'attaque contre l'organisation de l'OLP était prévue de longue date. Après que les israéliens eurent achevé l'évacuation du Sinaï le 25 avril, le passage à la prochaine étape n'était plus qu'une affaire de temps. Les dirigeants israéliens n'avaient point fait mystère de leurs intentions. Mais surtout, la destruction de la résistance palestinienne s'inscrivait dans la logique des accords de Camp-David... De plus en plus, les régimes du Proche-Orient doivent s'adapter ou se plier au nouvel ordre régional en train de s'instaurer sous la houlette des USA, au service de leurs stratégies 'd'intervention rapide'."

Si l'anti-terrorisme justifie dans les métropoles industrialisées le renforcement de l'encadrement et de l'ambiance policière, il a, à l'occasion de la guerre du Liban, justifié l'intervention de l'armée israélienne.

"En réalité, le prétexte attendu tardait à venir. L'assassinat de l'ambassadeur d'Israël à Londres par un groupe de palestiniens dissidents hostiles à l'OLP a donc fourni à l'établissement militaire israélien l'occasion de passer à l'action." ("Le Monde Diplomatique" de juillet)

LA NOUVELLE ETAPE DE LA GUERRE AU MOYEN-ORIENT

Il n'est pas impossible de penser que les derniers exploits particulièrement ignobles du gouvernement israélien laissant s'accomplir sous "sa protection" le massacre durant 36h de la population civile palestinienne aient dépassé le plan original de la Maison Blanche et ses directives précises.

Cela ne saurait aucunement être invoqué pour diminuer tant soit peu la responsabilité effective des USA. Ce massacre arrange tout le monde, depuis le gouvernement d'Israël jusqu'à l'OLP. Tout le monde trouve son compte là dedans, et tout le monde, de la droite à la gauche du capital en passant par les gauchistes et autres "humanitaires" tentera de le récupérer et de l'utiliser pour sa propagande. Le capital n'est pas à un massacre près.

Loi de blanchir le gouvernement Reagan ou tout autre gouvernement, ce dernier massacre infâme ne peut que les accuser encore plus car il est la continuation logique de toute la politique et stratégie actuelles du capital.

Si, dans l'hypothèse que Begin est allé pour son propre compte au delà des limites voulues par Reagan, cela ne ferait que montrer la perfidie et le machiavélisme de tout gouvernement capitaliste, toujours prêts à se débarrasser et à liquider politiquement et physiquement tous ceux qui ont servi auparavant à de complices et exécuteurs de ses ordres. La loi de gangster a été et reste toujours une loi fondamentale du capital.

Dans cette hypothèse, Reagan aurait réussi un coup double : se débarrasser des forces importunes tels les Palestiniens au Liban, et de son complice, le gouvernement de Begin, devenu le bouc émissaire de ce massacre sanglant. La "démocratie" ainsi triomphe toujours !

Quoi qu'il en soit, ce qui semble le plus évident est, qu'avec ce massacre s'achève une première phase, la phase militaire de la stratégie américaine au Proche-Orient, ouvrant la phase de la diplomatie "constructive". Sous cet angle, la présence militaire israélienne passe au second plan et devient même un inconvénient.

Ce que comprend cette nouvelle phase, c'est la stabilisation de la situation au Liban et dans le Proche-Orient, la mobilisation de l'ensemble des pays arabes derrière le bloc des USA, notamment la Syrie et éventuellement aussi l'OLP, reconnue comme le représentant officiel du "peuple palestinien", et pour qui, on tentera de trouver une solution territoriale, si nécessaire.

Solidification et renforcement d'un Etat au Liban, faisant de ce pays en pleine anarchie un Etat fort nécessaire au bloc en vue de pouvoir sortir l'Iran de l'impasse absurde où il se trouve et de l'intégrer dans le bloc, afin de constituer un barrage fortifié contre les visées de la Russie et de sa présence en Afghanistan.

UNE VICTOIRE DE LA BOURGEOISIE

Les événements du Liban ne marquent pas seulement une nette victoire du bloc occidental face au bloc de l'est, mais également une victoire momentanée du capital contre la classe ouvrière à l'échelle mondiale.

1) Ces événements n'annoncent rien une paix payée au prix d'une rude épreuve, mais au contraire aiguisent les antagonismes mondiaux au Moyen-Orient en mettant face à face, chacun dans sa forteresse, les deux blocs impérialistes, l'URSS en Afghanistan, le bloc occidental au Moyen-Orient.

2) La classe ouvrière n'a su opposer aucune manifestation significative contre la guerre, en développant sa propre perspective révolutionnaire face à la crise généralisée; au contraire, elle a manifesté une extrême faiblesse et un désarroi permettant d'entraîner certaines de ses fractions, heureusement minoritaires derrière les barrières des différents drapeaux de la bourgeoisie.

Tant que la bourgeoisie parviendra à maintenir la paix sociale malgré les perspectives catastrophiques qu'annonce le développement de la crise économique dans les métropoles industrialisées, alors la guerre et la barbarie ne pourront que marquer des points au détriment d'une perspective révolutionnaire.

Prenat

l'isolement du prolétariat en Pologne

(suite de la p.3)

interventions militaires et le soutien total à Jaruzelski; ou la bourgeoisie de l'Ouest, à travers notamment ses émissions radio (Free Europe, Radio-Liberté, etc...) pour soutenir Solidarnosc, et la lutte "pour la démocratie"; même le gouvernement de Jaruzelski s'est évertué à leur donner plus de crédibilité aux yeux des ouvriers, en les accusant "d'incitation et de population des actes contraires au Droit en vigueur en Pologne, diffamation des autorités polonaises, soutien de l'activité des groupes illégaux..."

Contre la classe ouvrière en lutte, la bourgeoisie mondiale a, une nouvelle fois, prouvé sa capacité à s'unir -au delà de ses divisions de cliques, de nations et même de blocs. Mais, contrairement à août 80 où elle avait été surprise par le mouvement et obligée dans un premier temps de reculer avant de préparer et de mettre en place sa riposte, aujourd'hui, elle a pris les devants. Face à une fraction de la classe ouvrière qu'elle n'a pas réussi à abattre, elle a préparé et utilisé l'anniversaire d'août 80 pour lui porter un coup de plus. Il ne s'agit pas là d'une situation nouvelle

mais de la poursuite de la même politique qui lui a permis de faire son coup de force de décembre 1981 et d'isoler la classe ouvrière en Pologne.

Pour cela, elle l'a entraînée sur son propre terrain. Sur ce plan là, en effet, août 82 n'a à voir que de très loin avec août 80. Aux luttes contre les conditions de misère, la bourgeoisie a substitué la lutte pour Solidarnosc. Aux luttes contre la répression et l'emprise dictatoriale de l'Etat, la bourgeoisie a substitué la lutte pour la "démocratie" et la patrie polonaise.

A la force de la classe organisée et unie, elle a substitué la délégation de pouvoir aux syndicats. Et les mêmes ouvriers qui ont été capables de faire, en paralysant le pays la plus grande grève de masse que l'on ait connue depuis la vague révolutionnaire du début du siècle, sont ceux qui se sont retrouvés impuissants dans leurs usines ou dispersés dans des actions "d'effoulement" minoritaires contre la machine de guerre de l'Etat bourgeois.

Si la bourgeoisie, malgré la chute de plomb qu'elle a abattue depuis le 13 décembre dernier, n'a pas réussi à imposer la peur dans la classe ouvrière, ni encore moins à étouffer sa combativité, elle a réussi néanmoins, à travers Solidarnosc à l'atteindre dans sa conscience, et cela, en exploitant au maximum les illusions qui s'étaient révélées dans le mouvement dès septembre 80 : le syndicalisme, la "démocratie", et le nationalisme.

C'est le prix de leur isolement et de leurs illusions que paient aujourd'hui les ouvriers en Pologne. C'est cette situation qui permet à la bourgeoisie d'avoir l'initiative, d'amener les ouvriers sur son propre terrain, là où ils ne peuvent être que désarmés. C'est le sens des luttes de cet été, et ce n'est pas la détermination et la combativité des ouvriers, aussi importantes qu'elles soient qui doivent faire illusion.

En 1970, les ouvriers avaient conscience qu'il leur restait des pas à faire :

"Nous reprenons le travail. C'est au moins ce que nous savons encore faire

de mieux, car nous ne savons pas encore faire grève." (Président du Comité de Grève de Szczecin).

En 1980, les ouvriers ont su organiser une grève de masse à l'échelle du pays. Ils ont mis en action la conscience tirée de 1970 et 1976, qu'une organisation plus étendue de la classe ouvrière était nécessaire pour lutter contre l'Etat.

En 1980, la classe ouvrière ne s'est pas jetée les mains nues contre les chars. Mais, elle a étendu sa puissance jusqu'à faire trembler tous les remparts de la société bourgeoise. C'est de cette force là que la classe ouvrière a besoin contre l'Etat, contre l'armée. L'affrontement ne suffit pas. Il faut avoir les moyens de le gagner.

Après 1980, ce qu'il faut comprendre, c'est que cette force ne doit pas seulement être vue à l'échelle nationale, mais à l'échelle internationale. C'est le dernier pas, le plus difficile ! Car il va de pair avec la conscience du sens de la bataille : un bouleversement total du monde et sa construction sur d'autres bases.

J.E

IL N'Y A PAS DE TERRORISME REVOLUTIONNAIRE

[L'exposé introductif à cette réunion publique a développé, en substance, les positions suivantes :

- Le battage que fait actuellement la bourgeoisie sur les attentats terroristes et la nécessité de renforcer les mesures de sécurité contre ceux-ci, n'est qu'une campagne d'intoxication montée de toutes pièces visant à paralyser toute velléité de révolte du prolétariat. En effet :

Pour justifier la barbarie qu'entraîne sa domination, la bourgeoisie est et sera de plus en plus acculée à recourir à toutes sortes de campagnes pour tromper et confondre le prolétariat, cherchant à empêcher que celui-ci puisse se retrouver sur son vrai TERRAIN DE CLASSE.

La campagne sur le terrorisme et l'anti-terrorisme s'inscrit dans cette politique de la bourgeoisie et vise à :

. attirer l'attention des travailleurs sur de FAUX PROBLEMES, pour qu'ils ne se posent pas les vrais : la terreur et le terrorisme ne seraient pas le fait de la réalité capitaliste elle-même mais de quelques "minorités agissantes" ;

. justifier l'hypertrophie des forces de répression qui ne seraient plus que des forces "pour protéger la population civile" ;

. faire naître chez les travailleurs les sentiments de peur et d'impuissance devant cette violence " incontrôlable et aveugle" ;

. habituer les populations à vivre dans un climat de violence quotidienne, ce qui est effectivement le seul lot que la bourgeoisie peut promettre.

Quant au terrorisme en tant que tel, l'exposé a développé :

. que celui-ci n'a jamais été un mode de lutte propre à la classe ouvrière. Le terrorisme est, par définition, un acte de violence exercé par une minorité contre un objectif forcément limité. Il est donc :

. soit (dans le meilleur des cas) une expression de la faiblesse ou de l'impuissance momentanées de la classe ou-

vrière - ceci, quand les actes terroristes sont le fait d'éléments désespérés de la petite-bourgeoisie ou d'éléments égarés de la classe ouvrière qui se veulent "sincèrement anti-capitalistes". C'est en effet toujours dans des périodes de reflux ou d'apathie de la classe ouvrière que le dit "terrorisme révolutionnaire" fleurit - sans avoir jamais réussi à faire plus de mal au capital qu'une pigère de moustique sur la peau d'un éléphant ;

. soit (et c'est le plus courant), une forme d'action tout à fait adaptée à la nature et aux buts de la bourgeoisie : classe minoritaire dans la société, exploitant une majorité de travailleurs et dont l'existence-même se fonde sur l'immolation de vies humaines sur l'autel de son dieu : le profit.

L'histoire regorge d'exemples (certains ont été cités) démontrant comment la bourgeoisie a de tout temps su se servir du terrorisme (soit en en fomentant directement, soit en le laissant faire) pour justifier des mesures de répression accrues. Le totalitarisme de l'Etat a aujourd'hui atteint un point tel qu'il est impensable que des actes terroristes puissent être effectivement menés à son insu.

- Ceci dit, la bourgeoisie a tellement usé et abusé de ce subterfuge à son profit qu'aujourd'hui elle a un mal fou à faire avaler pour la Nième fois, la même couleuvre. Et ce ne sont pas ses actuelles mascarades qui pourront suffire à cacher la réalité de la faillite du capitalisme et les réactions deluttes que celle-ci entraînera forcément.

Dans la discussion qui a suivi l'exposé, tous les intervenants (parmi lesquels se trouvaient des militants des groupes "Volonté communiste" et "Guerre de Classe"), se sont dits fondamentalement d'accord avec l'idée que le terrorisme n'est pas un mode de lutte de la classe ouvrière. Sauf le PCI.

Dans son intervention, le militant du PCI a dit, en substance : "la révolution prolétarienne en Europe sera précédée d'une longue période de guerre civile. Cette période ne débute-t-elle pas par des escarmouches individuelles, par la violence minoritaire ?" Affirmation qui est tout à fait en accord avec la position exprimée dans "Le Prolétaire" n°365 : "Il est bien évident que nous ne rejetons pas par principe le "terrorisme" et qu'il est faux de poser comme préalable à l'utilisation de ces méthodes l'existence d'un fort mouvement de masse du prolétariat". (article "La dissolution d'Action Directe"). Ou encore : "les attaques de banques israéliennes contribuent certainement plus à la "mobilisation indépendante de la classe ouvrière" que les pleurnicheries démocratiques de la LCR..." (Ibid)

Ainsi, à en croire le PCI, l'affrontement violent prolétariat-bourgeoisie par lequel passera forcément la révolution à un stade donné de son développement, aurait peut-être déjà commencé, ou serait annoncé, par quelques bombes posées par-ci par-là, par on ne sait quels individus.

Outre la grossière erreur (d'un point de vue marxiste), l'infantilisme et l'irresponsabilité que contient une telle position, elle revient, particulièrement dans la période historique actuelle, à renforcer les campagnes de la bourgeoisie pour dévoyer le prolétariat de son terrain de classe.

En effet, cette position est :
- une erreur du point de vue du marxisme : en effet, un des grands apports de Marx au mouvement ouvrier à son époque a justement été la théorisation de la lutte révolutionnaire comme étant le fait des grandes masses exploitées, qui s'affrontent sur

le terrain social (partant des lieux de production et englobant la société entière) à la classe exploiteuse. Ceci pour combattre les visions prédominantes à l'époque selon lesquelles la révolution serait une affaire de groupes "conspirateurs" (vision de Blanqui ou de Bakounine) ;
- une position infantile parce qu'elle transforme ce qui au départ est une position juste : la révolution communiste sera une révolution violente, en une vision digne d'un enfant de 5 ans : "tout ce qui est violent contient forcément quelque chose de révolutionnaire" ;
- une position irresponsable parce qu'elle revient à dire, aux éléments qui veulent lutter contre le capitalisme et cherchent une voie, que le terrorisme est un moyen efficace. Ce qui est le meilleur moyen de faire qu'ils ne comprennent jamais rien à rien et se retrouvent, en moins de deux, en prison ;

- une position qui renforce les campagnes de la bourgeoisie parce qu'elle reprend la même fausse problématique : terrorisme-anti-terrorisme.

Tout cela parce que le PCI ne comprend pas où est la classe ouvrière et où réside sa force. La force de la classe ouvrière n'est pas à chercher dans un quelconque armement militaire (dont elle ne dispose pas encore), mais bien dans sa nature de classe productrice de toutes les richesses, de tout ce qui permet à la société de vivre. C'est cette position fondamentale que la classe occupe au sein de la société qui lui donne la capacité d'exercer sur la bourgeoisie la "violence" qui lui est la plus insupportable, celle qui la touche vraiment au cœur : la grève, la vraie grève, celle qui paralyse la production et par là la source de revenus de la bourgeoisie l'assise de son pouvoir. Ce n'est qu'une fois que la classe s'est affirmée que la question de la violence armée peut se poser.

T.L.

Vie de l'organisation

réunions publiques

Face à la barbarie et à la crise du capitalisme: les prolétaires n'ont ni patrie, ni économie nationale à défendre

ALIX-EN-PROVENCE

Permanence : mercredi 13 octobre, de 18h à 19h, au café de la "Madeleine", place des prêcheurs.

BORDEAUX

Réunion publique : samedi 23 octobre à 17h, au café "Victor Hugo", 52 Cours Victor Hugo. (les suivantes auront lieu les samedis 27 novembre et 11 décembre).

CLERMONT-FERRAND

Réunion publique : vendredi 5 novembre à 20h30, ancien lycée Blaise Pascal.

LILLE

Réunion publique : samedi 16 octobre à 15h30, au 23 rue Gosselet (MNE).

LYON

Réunion publique : vendredi 22 octobre à 21h au 3 rue Diderot, Lyon 1er. Permanence : mercredi 27 octobre à 18h à la même adresse.

MARSEILLE

Réunion publique : vendredi 5 novembre à 21h, au 205 rue Sainte Cécile, 13005. Permanence : vendredi 22 octobre de 18h à 19h à "l'Artistic-Bar", 4 rue Joseph Thierry.

MONTEPELLIER

Réunion publique : samedi 13 novembre à 17h, salle la Gerbe, 17bis rue Chaptal. Contact-diffusion : samedi 13 novembre de 11h à 12h30, au marché aux Pucés, Place des Arceaux.

PARIS

Réunion publique : samedi 9 octobre à 17h et samedi 6 novembre (sujet encore indéterminé) au 27 avenue de Choisy, Paris 13ème.

Permanence : tous les samedis du mois (sauf le samedi de la réunion publique), à 16h à la même adresse.

ROUEN

Réunion publique : samedi 16 octobre à 15h30 à la "Halle aux Toiles".

TOULOUSE

Réunion publique : vendredi 22 octobre à 21h à la Cité Universitaire de l'Arse- nial, bâtiment C.

Permanence : tous les vendredis, sauf le vendredi de la réunion publique, au bar "Le Colbert", avenue de Saint-Exupéry, Pont des Demoiselles. Contact-diffusion : au marché, sur le boulevard, près de la Place Jeanne d'Arc, les 2ème et 4ème dimanches du mois.

TOURS

Réunion publique : samedi 3 octobre, à 17h, au 43 rue Lamartine.

NANTES

Réunion publique : en novembre (date communiquée dans le prochain journal). Permanence : les 2ème et dernier vendredis du mois d'octobre à 20h30, au centre social des Bourderies, rue Saint-Brévin.

DIFFUSE PAR LES NMPP

Directeur de Publication : D.VAN CELSE
N° de Commission Paritaire : 54 267

Imprimerie G. TAUTIN, 4, Passage Dieu
PARIS 20ème.

publications du CCI

ACCION PROLETARIA (Espagne)
écrire à l'adresse de R.I.

INTERNATIONALISME (Belgique)
BP 13
Bruxelles 31
1060 BRUXELLES

INTERNATIONALISM (USA)
P.O. BOX 961
Manhattanville Station
365 West 125th Street
NEW YORK, NY 10027 USA

INTERNACIONALISMO
Apartado 20674, CARACAS
1020 A VENEZUELA

INTERNATIONELL REVOLUTION
BOX 21106, 10031 STOCKHOLM
SWEDEN (SUEDE)

REVOLUTION INTERNATIONALE
R.I.
BP 581

75027 PARIS CEDEX 01

RIVOLUZIONE INTERNAZIONALE
CP 469
80 100 NAPOLI
ITALIE

WERELDREVOLUTIE (Hollande)
Postbus 11549, 1001 GM
AMSTERDAM NEDERLAND

WORLD REVOLUTION
BM BOX 869
LONDON WC 1 N, 3 XX
GRANDE-BRETAGNE

WELT REVOLUTION (R.F.A.)
Post Fach 410308, 5000 KOLN 41

abonnements

ABONNEMENTS COUPLES

12 numéros du journal et 4 numéros
la REVUE INTERNATIONALE :

ETRANGER PAR AVION
100 F 110 F

ABONNEMENTS SIMPLES

12 numéros du journal :

ETRANGER PAR AVION
55 F 70 F

ENVOIS SOUS PLIS FERMES :

ABONNEMENTS COUPLES

FRANCE ETRANGER PAR AVION
110 F 110 F 140 F

ABONNEMENTS SIMPLES

FRANCE ETRANGER PAR AVION
60 F 70 F 90 F

Abonnements et versements à :
R.I. CCP 2023302 X PARIS

brochures

- Les syndicats contre la classe ouvrière (5 F + 3 F pour frais d'envoi)
- Nation ou classe (4 F + 3 F pour frais d'envoi)
- Plateforme de REVOLUTION INTERNATIONALE (4 F + 3 F pour frais d'envoi)
- Organisation communiste et conscience de classe (4 F + 3 F)
- La décadence du capitalisme (10 F + 6 F)
- Le Trotskysme (6 F + 3 F) (recueil d'articles)
- Sur la POLOGNE (recueil d'articles) - épuisé
- L'Etat dans la période de transition (12 F + 6 F)
- Plateforme et Manifeste du C.C.I. (4 F + 3 F)
- La Gauche communiste d'Italie (30 F + 12 F)

à propos de quelques tracts sur la situation en Pologne

Extraits d'un tract qui, sous le titre : "Charognes, vous vous foutez de nous ??? Vous ne vous en foutez pas longtemps !!!" était diffusé, sans signature aucune, à l'époque du "13 décembre" de Pologne :

"Au moment où le prolétariat polonais démontre, par la multiplicité des grèves sauvages, que la révolution qu'il venait de commencer ne pouvait plus s'embarasser de l'appareil dont il venait de se doter, le pouvoir décide également de se débarrasser d'un syndicat qui, désormais, ne peut plus l'aider, ni à gérer la crise, ni à empêcher la révolution montante.

Dépuillée de son crédit provisoire auprès du prolétariat polonais "Solidarnosc" ne peut plus servir l'Etat que dans la mesure où au travers de son écrasement spectaculaire par le pouvoir,

les masses lui accorderaient une considération qu'il avait perdue (...)

La condition sine qua non de l'extension et de la radicalisation du mouvement participe autant de son internationalisation que de la conscience de ce qu'il EST et FAIT.

La révolution montante ne pouvait demeurer isolée sans courir le risque de périr comme les précédentes révolutions (...). La montée révolutionnaire n'appartient déjà plus à la Pologne mais au monde à qui elle s'adresse.

Ces lignes parlent d'elles-mêmes. Notre propre appréciation de l'expérience ouvrière en Pologne et des raisons du "13 décembre" est très différente, comme les lecteurs le savent, mais nous ne songeons pas dénier à ce tract toute valeur d'intervention. Par économie de place, il nous a fallu faire un choix de passages, mais le tract en son entier était citable. D'un point de vue prolétarien, la réaction qu'il manifestait contre le "13 décembre" bourgeois, est en partie correcte. Il est d'autant plus dommage que ses auteurs n'aient pas cru devoir signer l'intervention et indiquer un moyen de prise de contact. Si la teneur du tract prouve une certaine capacité à parler en termes révolutionnaires, l'anonymat indique en même temps chez les auteurs un manque de sens, ou du moins, une compréhension tordue des responsabilités politiques. Par ailleurs, le style du titre et de quelques tournures d'expression dans le texte principal, avouant une lourde complaisance pour les jeux formels du discours et de la rhétorique, qui jure avec la gravité du propos central de l'intervention.

Ce mélange d'intentions correctes et de futilité du comportement, est tout à fait caractéristique d'un petit faisceau d'interventions que nos lecteurs, comme nous, n'ont pas dû

manquer de croiser depuis trois à quatre ans, mais surtout à partir des événements de Pologne. Ces interventions, par tract ou affiche "sauvage", sont loin de présenter toujours une même qualité proprement politique. Mais elles s'identifient toujours par le mélange du sérieux et de l'immaturité politique, qui est leur marque distinctive ; le mélange du penser révolutionnaire avec les spéculations ou les coquetteries intellectuelles.

D'un côté, aux moments chauds de l'agitation sociale, on est en présence d'une floraison de libelles ainsi intitulés, pour exemples : "La scène se passe en Pologne, donc partout" ; "Sève inouïe, future vigueur" ; "Champ funèbre pour Jaruzelski" ; "Les cloches de Silésie", etc ... fausement signés de cette sorte : "Eclats" ; "Sans Réserves" ; "Des Proletaires", quand ce n'est pas carrément : "Le Soviet Provisoire de Paris". De l'autre côté, aux temps moins propices pour l'"agit-prop", la "sève inouïe" de ce milieu proto-politique s'épanche au travers d'un petit nombre de publications, ésotériques autant qu'esthétiques, honorant de leur prose certains présentoirs réservés de quelques librairies "alternatives". Leurs appellations sont tout un programme : "Centre de Préhistoire Contemporaine" ; "L'Assommoir" ; "Les Fossoyeurs du Vieux Monde". La plus transparente est encore la "Guerre Sociale".

LE POIDS DU PASSE

Il n'y a aucun intérêt à se faire les politologues des fossiles "situationnistes". Le mouvement de lutte de la classe s'est déjà chargé de les reléguer dans les musées de l'histoire. La seule remarque digne de considération, c'est de voir en quoi l'esprit du passé, que le situationnisme synthétise, garde encore une empreinte condamnable sur le mouvement révolutionnaire d'aujourd'hui. Ce n'est pas là une entreprise morale, mais une épuration rendue nécessaire par l'aggravation des enjeux de la lutte de classe.

Il y a cinq ans, dans un temps politique qui était encore différent de celui que nous avons atteint à la charnière des années 70-80, nous tentions de circonscrire la réalité du milieu issu de mai 68, par des bornes li-

mites comme : "Groupements dont la nature de classe n'est pas tranchée de façon nette" ; "Courants plus ou moins informels, politiquement vierges qui peuvent se dégager des mouvements embryonnaires et encore confus de la classe". (Le lecteur peut se référer à notre texte d'orientation générale publié dans notre "Revue Internationale" n°11, de 1977.

On peut préciser cette approche définitionnelle par des considérations de nouveau discutées lors du 5ème congrès de RI, qui, à des points de force, comme le rejet de la gauche, des syndicats, du parlementarisme, du nationalisme et de la nature socialiste des pays de l'Est, opposent les zones de grande faiblesse suivantes :

● ignorance de la nature matérielle de la société ; d'où une propension à la contestation, à une limitation de la critique aux aspects dits culturels de la société, à la mise en avant du combat idéologique ;

● ignorance foncière de la lutte de classe, et énormes difficultés à reconnaître le prolétariat comme le sujet réel de la révolution ;

● ignorance ou mépris de l'histoire politique ; d'où une inclination à se prendre pour son "propre produit", à dévaloriser le passé de l'expérience ouvrière, et la conséquence de tout cela : l'immédiatisme ;

● l'identification du juste rejet des institutions et du stalinisme, à la négation de toute nécessité d'une organisation politique de classe.

S'en prendre à l'inconsistante académie auto-intitulée "Guerre Sociale" ne présente d'intérêt politique, que parce que se trouve condensé dans son humeur tout ce dont le mouvement révolutionnaire véritable doit se défaire jusqu'à la dernière racine. Écoutons ce groupe parler de lui-même "Guerre So-

cialisme n'est pas une organisation à proprement parler ; c'est un groupe informel qui s'organise autour d'activités ponctuelles. Cet état de choses est dû d'une part, à une méfiance par rapport au fétichisme organisationnel et d'autre part" (on appréciera l'humour, NDR) "à une incapacité de faire mieux" (...) "Nous ne sommes pas marxistes, nous estimons tout de même que Marx a une certaine importance. Les deux points théoriques qui nous distinguent : a) la définition positive du communisme, en bref la réconciliation de Marx et de l'utopie ; b) la critique du réformisme de la vie quotidienne (...), car il n'est pas suffisant de faire la critique du gauchisme ou de l'organisation" (extrait du "Bulletin de Discussion International", 2ème série, n°2).

Tous les fondements essentiels de l'esprit de 68 sont bien là :

● la volonté de ne pas être un groupe politique ;

● le démon moderniste, c'est-à-dire le démon de la recherche de nouvelles théories révolutionnaires (post-marxistes) pour un nouveau prolétariat.

LES EXIGENCES DU FUTUR

● incapable de se construire un cadre de travail et d'analyses ;

● incapable de se pourvoir de principes d'intervention,

... donc inapte à tenir le rôle indispensable au mouvement ;

● d'évaluation politique constante de situations, de rapports de forces changeant entre bourgeoisie et prolétariat ;

● d'avoir une intervention politique efficiente, c'est-à-dire générale et mondiale, dans la lutte ouvrière.

A propos de la Pologne, les reliques "situationnistes" ont confirmé que leur idéologie n'interdisait pas de prendre sympathie pour la lutte ouvrière. Soit. Cependant, leur indéterminisme politique fondamental par rapport au combat de classe, explique comment des groupements de leur type peuvent être les réceptacles des pires mystifications bourgeoises. Ainsi de l'académie dite "l'Assommoir", qui assimile "Solidarnosc" à un moment du projet révolutionnaire du prolétariat, alors que ce syndicat ne fut rien d'autre que l'un des instruments de la bourgeoisie pour la préparation du "13 décembre".

Les auteurs du tract dont nous publions des extraits, le concluent sur cette formule : FOSSOYONS LE VIEUX MONDE.

En effet, il s'agit bien pour les révolutionnaires de chasser les derniers fantômes du passé qui pèsent encore sur la conscience du présent, et contre l'éclosion du futur communiste.

Mx

REVOLUTION INTERNATIONALE

est la publication en France du Courant Communiste International

nos positions :

Le C.C.I. se réclame des apports successifs de la Ligue des Communistes, des Ière, IIème et IIIème Internationales, des fractions de gauche qui se sont dégagées de cette dernière, en particulier des Gauches allemande, hollandaise et italienne.

Leçons fondamentales de la lutte historique de la classe ouvrière, les positions principales de ce courant sont les suivantes :

■ Depuis la première guerre mondiale, le capitalisme est un système social décadent qui n'a rien d'autre à offrir à la classe ouvrière et à l'humanité dans son ensemble que des cycles de crises, guerres et reconstructions. Son déclin historique irréversible pose à l'humanité une seule alternative : socialisme ou barbarie. La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste contre le capitalisme.

■ La lutte révolutionnaire du prolétariat conduit la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. En détruisant l'Etat capitaliste, elle devra constituer la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale.

■ La forme que prendra cette dictature est le pouvoir international des Conseils Ouvriers.

■ Le socialisme, mode de reproduction sociale instauré par les Conseils Ouvriers ne signifie pas l'"autogestion ouvrière", ni les "nationalisations". Le socialisme exige l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes tels que le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales et exige la construction d'une communauté humaine mondiale.

■ Les soi-disant pays socialistes (Russie, bloc de l'Est, Chine, Cuba, etc.) sont une expression particulière de la tendance universelle au capitalisme d'Etat, lui-même expression du déclin du capitalisme. Il n'y a pas de "pays socialistes" dans le monde ; ces pays ne sont que des bastions capitalistes

que le prolétariat mondial devra détruire, tout comme n'importe quel autre Etat capitaliste.

■ A notre époque, les syndicats sont partout des organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat.

■ Tous les soi-disant "partis ouvriers" -partis "communistes" et "socialistes", ainsi que leurs appendices gauchistes-sont la gauche de l'appareil politique du capitalisme.

■ Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections ne sont rien d'autre qu'une source de mystification capitaliste : toute participation au cirque parlementaire a pour seul effet de renforcer cette mystification aux yeux des prolétaires.

■ Aujourd'hui, toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Toutes les tactiques qui appellent aux "fronts populaires" "fronts anti-fascistes" ou "fronts unis" entre le prolétariat et une fraction de la bourgeoisie ne servent qu'à détourner la lutte du prolétariat et à la désarmer face à son ennemi de classe.

■ Les "lutttes de libération nationa-

le" sont des moments de la lutte à mort entre les puissances impérialistes petites ou grandes pour acquérir un contrôle sur le marché mondial. Le slogan de "soutien aux peuples en lutte" n'est, en fait, qu'un appel à défendre une puissance impérialiste contre une autre, sous un verbiage nationaliste ou "socialiste".

■ Le rôle de l'organisation des révolutionnaires n'est pas d'"organiser la classe ouvrière", ni de "prendre le pouvoir au nom des travailleurs", mais de participer activement à la généralisation des luttes prolétaires et de la conscience révolutionnaire au sein du prolétariat.

NOTRE ACTIVITE

L'indispensable élaboration théorique qu'exige la reprise de la lutte prolétarienne après 50 ans de creux quasi-ininterrompu.

L'intervention organisée, au niveau international, au sein des luttes en vue de contribuer au processus qui mène à l'auto-organisation et à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.